Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Apprendre-d-Haiti-Ignacio-Ramonet>

Apprendre d'Haiti Ignacio Ramonet

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 7 février 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Memoire de Luttes](#). Paris, Février 2010.

Même si elle semble "naturelle", aucune catastrophe n'est naturelle. Un séisme d'intensité identique provoque plus de victimes dans un pays appauvri que dans un autre riche et développé. Ainsi, le récent tremblement de terre d'Haïti, de magnitude 7,0 dans l'échelle de Richter, a tué plus de cent mille personnes, tandis que celui de Honshu, au Japon, survenu il y a six mois, et d'intensité égale (7,1), n'a causé qu'un mort et un blessé...

"Les pays les plus pauvres et ceux qui connaissent des problèmes de gouvernance sont plus exposés aux risques naturels que les autres", confirme un récent rapport des Nations unies [1]. Dans une même ville frappée par une catastrophe, l'impact humain est fort différent selon les caractéristiques sociales des quartiers. A Port-au-Prince, le séisme a surtout détruit les zones délabrées du centre ville où s'entassaient des familles modestes. En revanche, les faubourgs privilégiés - et plus résistants -, où réside la bourgeoisie métisse commerçante, ont à peine souffert.

Face à l'adversité, il n'y a pas non plus d'égalité entre les pauvres eux-mêmes. La Croix rouge internationale affirme que, en cas de désastre, "les femmes, les handicapés, les vieillards et les minorités ethniques ou religieuses, sont plus sanctionnés que le reste des pauvres [2]."

Ceci étant, même si un pays n'est pas riche, il peut se doter d'une politique efficace de prévention des catastrophes. Il est alors en mesure de sauver de nombreuses vies humaines. Exemple : en août 2008, le cyclone Gustav, le plus violent du dernier demi-siècle, s'est abattu sur la Caraïbe avec des vents de 340 kilomètres/heure. En Haïti, il tua 66 personnes. En revanche, à Cuba, grâce à l'organisation préventive des citoyens, il n'y eut aucune victime...

Haïti est-il un pays pauvre ? En vérité, il n'y a pas de pays pauvres ; mais des "pays appauvris". Ce n'est pas la même chose. Vers la fin du XVIIIe siècle, Haïti était la "Perle des Antilles" et fournissait 60% du café et 75% du sucre que consommait l'Europe. De cette fabuleuse richesse cependant, ne profitaient que les quelque 50.000 colons blancs, et pas les plus de 500.000 esclaves noirs qui la produisaient.

Au nom des nobles idéaux de la Révolution française, ces esclaves - guidés par Toussaint Louverture, le "Spartacus noir" -, se révoltèrent en 1791. Napoléon envoya une expédition de 43.000 vétérans. La guerre dura treize ans. Les insurgés l'emportèrent. Ce fut la première guerre raciale anticoloniale, et l'unique rébellion d'esclaves qui aboutit à la création d'un Etat souverain.

Le 1er janvier 1804, Haïti proclama son indépendance. Elle résonna comme un coup de tonnerre dans tout le continent américain. Deux décennies avant le reste de l'Amérique latine, les esclaves noirs démontraient, par leur propre lutte et sans l'aide de quiconque, que les colonisés pouvaient conquérir leur liberté. L'Afro-Amérique émergeait sur la scène politique internationale.

Mais le "mauvais exemple" d'Haïti - comme le qualifia le président des Etats-Unis, Thomas Jefferson - terrifia les puissances qui continuaient de pratiquer l'esclavage. On ne le lui pardonna pas. Aucun Etat ne reconnut son indépendance. Nul n'aida cette nouvelle République noire, cauchemar du colonialisme blanc. Aujourd'hui encore, la vieille terreur demeure. Le télévangéliste américain Pat Robertson ne vient-il de déclarer : " Ce séisme a tué des milliers de personnes parce que les esclaves d'Haïti firent un pacte avec le diable pour obtenir leur liberté [Christian Broadcasting Network, 14 janvier 2010.]" ?

Le nouvel Etat indépendant fut boycotté durant des décennies dans le but de "reclure la peste" dans ce seul pays. En raison des pénuries, les guerres civiles se multiplièrent et dévastèrent le territoire. La nécessaire étape de

construction d'un Etat-nation fut perdue. Institutionnellement, malgré la très grande qualité de ses nombreux intellectuels, le pays se retrouva en panne, faisant du sur place, bloqué.

Puis vint le temps de l'occupation par les Etats-Unis, qui dura de 1915 à 1934. Et de la guerre de résistance. Le héros de la rébellion, Charlemagne Peralte, fut crucifié par les marines, cloué à la porte d'une église... Washington finit par céder Haïti à de nouveaux dictateurs, parmi lesquels : "Papa Doc" Duvalier, l'un des plus despotiques.

Dans les années 1970, la République noire jouissait encore de la souveraineté alimentaire. Ses agriculteurs produisaient 90% de la nourriture consommée par la population. Mais le Plan Reagan-Bush, imposé par Washington, l'obligea à supprimer les droits de douane sur l'importation de riz, base de l'alimentation locale et principale production de son agriculture. Le riz américain, moins cher en raison des fortes subventions versées par Washington, inonda le commerce haïtien. Ruinés, des milliers de paysans durent émigrer en masse et s'entasser dans la capitale, où le séisme vient de les rattraper...

La seule expérience de gouvernement démocratique fut celle de Jean-Bertrand Aristide, élu à deux reprises à la présidence (1994-1996 et 2001-2004). Mais ses propres erreurs et la pression de Washington le poussèrent à l'exil. Depuis, Haïti se trouve sous tutelle de l'ONU et d'un conglomérat d'ONG internationales. Le gouvernement de René Préval a été systématiquement privé de ses moyens d'action. C'est pourquoi il est absurde de lui reprocher son impuissance devant le désastre. Il y a longtemps que l'ensemble du secteur public a été démantelé et ses principales activités transférées au secteur privé quand elles étaient rentables, ou aux ONG lorsqu'elles ne l'étaient pas. Avant même de devenir le "ground zero" de la planète, Haïti était déjà le cas le plus flagrant de "colonialisme humanitaire". La tragédie actuelle va renforcer sa dépendance. Et par conséquent les résistances. Le "capitalisme de choc" y trouve une nouvelle occasion - au nom de l'efficacité - de réclamer la privatisation intégrale de toutes les activités économiques et commerciales liées à la reconstruction.

Les Etats-Unis sont en première ligne, avec leurs forces armées déployées en une offensive humanitaire de grande envergure. Conséquence sans doute d'un généreux désir de porter secours. Mais aussi d'indiscutables intérêts géopolitiques. Washington préfère inonder d'aide Haïti que voir ses côtes inondées par des dizaines de milliers de "boat people" haïtiens. Au fond, il s'agit toujours de la même vieille hantise : "reclure la peste"...

Post-scriptum :

Notes :

[1] Risques et pauvreté dans un climat en évolution. Investir aujourd'hui pour des lendemains plus sûrs, ONU, New York, mai 2009.

[2] Rapport Mondial sur les désastres 2009, Croix Rouge Internationale, Genève, juillet 2009.